

Information réglementée – Bruxelles, Paris, 10 mars 2023 – 17h45

Résultats consolidés 2022 du groupe Dexia¹

Avancées de la résolution du groupe

- Poursuite de la simplification du réseau d'entités et mise en œuvre de la fusion par absorption de Dexia Crediop par Dexia Crédit Local
- Volume cible de cessions d'actifs fixé par le conseil d'administration en 2019 pour la période 2019-2022 atteint, pour un coût inférieur de 35 % au budget de pertes alloué
- Mise en place d'actions structurantes concernant la révision du modèle opérationnel, en particulier de partenariats avec Citi et Arkéa pour la gestion respective des paiements et du back-office crédits

Résultat net positif de EUR +5 millions au 31 décembre 2022 contre EUR -334 millions au 31 décembre 2021

- Poids significatif des taxes et contributions réglementaires (EUR -65 millions) dans les éléments récurrents (EUR -260 millions)
- Éléments de volatilité comptable (EUR +312 millions) portés par la contribution positive de la réforme des indices de référence (IBOR)
- Éléments non récurrents (EUR -46 millions) principalement liés à la stratégie de réduction du bilan et de transformation du groupe et bénéficiant d'un gain sur la restructuration de dérivés

Bilan en forte baisse de 35 %, à EUR 64,3 milliards au 31 décembre 2022

- Réduction du bilan imputable à la baisse du cash collateral et des éléments de juste valeur (EUR -27 milliards) sous l'effet de la hausse des taux et, dans une moindre mesure, à la réduction des portefeuilles d'actifs (EUR -2,4 milliards)
- Au 31 décembre 2022, cash collateral net à EUR 8,3 milliards et besoin de financement à EUR 44,8 milliards, en contraction de EUR 16,8 milliards sur l'année
- Compte tenu de ces éléments, activité d'émission à long terme limitée à une transaction publique d'un montant de GBP 750 millions en 2022

Ratio « Total Capital » robuste à 41 %² au 31 décembre 2022

Pierre Crevits, administrateur délégué de Dexia, a déclaré : « L'année 2022 a été marquée par un environnement macroéconomique contrasté, caractérisé, d'une part, par une situation géopolitique particulièrement complexe et, d'autre part, par la poursuite de la hausse des taux d'intérêt, favorable à Dexia. Dans ce contexte, le groupe a enregistré une baisse significative de son bilan et de son besoin de financement, ce qui accroît sa résistance à un éventuel stress de liquidité, et a encore amélioré ses ratios de solvabilité, qui se situent à un niveau élevé. Je salue l'engagement constant des collaborateurs qui, cette année encore, ont réalisé un travail remarquable de gestion de la résolution du groupe. »

Gilles Denoyel, président du conseil d'administration de Dexia, a déclaré : « L'an dernier, notre groupe a accéléré sa transformation, en particulier avec le lancement de la fusion par absorption par Dexia Crédit Local de sa filiale italienne et l'adaptation de son modèle opérationnel dans le domaine des paiements et des crédits. Il a par ailleurs, poursuivi ses réflexions sur ses orientations stratégiques à plus long terme. Je remercie le management et les équipes de Dexia pour leur implication sans faille dans la résolution du groupe et je me réjouis de l'appui des États belge et français, qui soutiennent l'activité et les réflexions de l'entreprise. »

¹ Les données chiffrées de ce communiqué de presse ne sont pas auditées.

² Intègre le résultat net positif de l'exercice.

Introduction

La remontée des taux d'intérêt, amorcée en 2021, s'est poursuivie en 2022 avec des conséquences positives pour Dexia. Combinée à la réduction des portefeuilles, la forte diminution du cash collateral posté et des éléments de juste valeur s'est traduite par une baisse de plus de EUR 34 milliards du total de bilan durant l'année, qui s'établit à EUR 64,3 milliards au 31 décembre 2022. Par ailleurs, la réduction du besoin de financement du groupe accroît sa résilience à un éventuel stress de liquidité, dans un contexte géopolitique qui demeure tendu.

Le résultat net dégagé par le groupe en 2022 est légèrement positif à EUR +5 millions, porté en particulier par la contribution positive des impacts de la réforme des indices monétaires (IBOR).

Dexia continue d'afficher des ratios de solvabilité robustes, supérieurs au minimum requis pour l'année 2022 dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory Review and Evaluation Process - SREP*).

Le conseil d'administration de Dexia SA s'est réuni le 10 mars 2023 et a approuvé le compte de résultat et le bilan de Dexia SA pour l'exercice 2022. Le rapport annuel du groupe Dexia sera publié le 9 mai 2023 sur le site internet www.dexia.com.

1. Événements et transactions significatifs

- *Avancées de la simplification du réseau international et mise en œuvre de la fusion par absorption de Dexia Crediop par Dexia Crédit Local*
- *Mise en place d'actions structurantes concernant la révision du modèle opérationnel, en particulier de partenariats avec Citi et Arkéa pour la gestion respective des paiements et du back-office crédits*
- *Poursuite du programme de cessions d'actifs et atteinte du volume cible fixé en 2019*

A. Avancées de la résolution du groupe

Simplification du réseau d'entités du groupe Dexia

Italie

Au cours de l'année 2022, Dexia a poursuivi l'examen de différentes options stratégiques concernant l'avenir de sa filiale italienne Dexia Crediop, incluant des scénarios de vente totale ou partielle de l'entité et de fusion transfrontalière avec sa maison mère, Dexia Crédit Local.

Fin 2022, le groupe Dexia a validé l'option d'une fusion par absorption de Dexia Crediop par Dexia Crédit Local, dont la mise en œuvre est en cours. Ainsi, le 15 février 2023, Dexia Crediop a soumis une demande d'approbation de fusion à la Banque d'Italie. Sous réserve de cette approbation, la fusion par absorption de Dexia Crediop par Dexia Crédit Local devrait avoir lieu le 30 septembre 2023, avec un effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} juillet 2023.

S'agissant d'une opération interne au groupe, elle n'aura pas d'impact sur les comptes consolidés de Dexia Crédit Local.

États-Unis

Depuis la fermeture de la succursale de Dexia Crédit Local à New York en 2020, l'empreinte du groupe aux États-Unis est constituée d'un bureau de représentation et de Dexia Holdings Inc. qui détient Dexia Financial Products Holdings Inc. et FSA Global Funding Ltd. Au 31 décembre 2022, le bilan de ces entités s'élève à

EUR 2 milliards. Il est principalement constitué de titres à l'actif, de contrats d'investissement garantis (*Guaranteed investments contracts* – GICs) et de refinancements intragroupes au passif.

Le groupe a entrepris la restructuration de ces entités, en particulier la cession d'un portefeuille de 56 contrats GICs à un investisseur institutionnel aux États-Unis. Le projet a été lancé en 2021 et Dexia a enregistré des progrès importants dans l'obtention des consentements de toutes les parties tierces nécessaires au transfert de ce portefeuille. Le processus de transfert s'est poursuivi en 2022 avec l'assignation de 28 contrats supplémentaires représentant un encours de USD 301 millions. Le projet devrait se finaliser en 2023.

En 2023, le groupe poursuivra la simplification de ses entités nord-américaines.

France

En 2022, Dexia a poursuivi son objectif de simplification et a entrepris la restructuration de Dexia Flobail et Dexia CLF Régions Bail, deux sociétés de crédit-bail françaises détenues par Dexia Crédit Local et bénéficiant d'un statut réglementaire de sociétés de financement. Dexia a en particulier veillé à optimiser le financement et la trésorerie de ces entités, notamment via des transferts d'actifs intragroupe.

Évolution du modèle opérationnel du groupe

Dans le cadre de sa réflexion stratégique à long terme, visant à réévaluer la trajectoire de sa résolution ordonnée au cours des prochaines années, le groupe a poursuivi, au cours de l'année 2022, les études approfondies entamées en 2021 et a engagé des actions structurantes concernant la révision de son modèle opérationnel, en particulier les prestations externalisées et leurs modalités de mise en œuvre.

À ce titre, Dexia a signé avec Citi, son partenaire historique pour le clearing en dollar US, un contrat d'extension de la gestion des paiements à l'ensemble des devises lui permettant ainsi de simplifier la gestion de sa trésorerie. La bascule des services de compensation en euro est effective depuis juin 2022. Le projet se poursuit avec le transfert progressif des opérations de compensation dans d'autres devises.

Dexia a également signé, au 1^{er} semestre 2022, un contrat avec Arkéa Banking Services pour le traitement back-office des crédits. La mise en service est prévue pour le deuxième semestre 2023. Cette nouvelle étape de la transformation opérationnelle du groupe permettra à Dexia de bénéficier d'un service ayant déjà fait ses preuves auprès d'autres établissements, le développement des offres de prestations externalisées étant au cœur de la stratégie du Crédit Mutuel Arkéa. Ceci s'inscrit, pour le groupe Dexia, dans un objectif de recherche permanente d'optimisation des coûts et des processus, et de maîtrise de ses risques opérationnels sur des activités toujours diverses et complexes mais avec des volumes de plus en plus faibles.

Enfin, le groupe a également lancé, début janvier 2023, un appel d'offres pour la gestion du back-office marché.

Poursuite du programme de cessions d'actifs et atteinte du volume cible fixé en 2019

Après une année 2021 caractérisée par des conditions de marché favorables, notamment grâce à l'intervention des banques centrales et aux programmes de soutien budgétaire européens, la forte volatilité observée sur les marchés depuis l'éclatement du conflit en Ukraine a ralenti le rythme des ventes d'actifs en 2022.

Dexia a néanmoins poursuivi la mise en œuvre du programme de cession d'actifs validé par le conseil d'administration en juillet 2019 en saisissant les opportunités qui se sont présentées au cours de l'année.

Ainsi, fin décembre 2022, les portefeuilles d'actifs s'inscrivent en baisse de EUR 2,4 milliards par rapport à fin décembre 2021, grâce à EUR 1,1 milliard d'amortissement naturel et EUR 1,3 milliard de cessions et de remboursements anticipés, portant pour moitié sur des prêts et pour moitié sur des obligations.

Sur l'année 2022, 78 % des actifs cédés ou remboursés anticipativement sont libellés en euro. Les actifs cédés présentent une durée de vie moyenne de 8 ans environ.

À travers les cessions réalisées, Dexia a notamment réduit son risque de concentration sur le secteur public japonais et la République du Portugal.

Par ailleurs, plus d'une centaine d'opérations ont fait l'objet de remboursement anticipé ou de restructuration dont des opérations « complexes » (crédits indexés sur des indices structurés, crédit revolving), contribuant ainsi à la poursuite de la simplification du portefeuille commercial.

Au total, Dexia a atteint, dès le 1^{er} semestre de l'année, le volume cible de cessions qui avait été fixé par le conseil d'administration en juillet 2019, pour un coût inférieur de 35 % au budget de pertes alloué. Afin de poursuivre l'objectif de réduction des portefeuilles, les instances de gouvernance du groupe ont décidé d'étendre le programme. Durant le deuxième semestre 2022, les cessions et remboursements anticipés ont atteint un volume de EUR 500 millions.

Pour rappel, le groupe n'a aucune exposition directe en Ukraine ou en Russie, ni d'exposition au rouble russe (RUB) ou à l'hryvnia ukrainienne (UAH).

B. Réforme des indices de référence (IBOR)

Afin de renforcer la fiabilité et la transparence des taux de référence à court terme (IBOR), une réforme a été engagée au niveau mondial visant à remplacer ces indices par de nouvelles références de taux sans risque (*nearly risk-free rates*) tels que l'ESTR (EUR), le SOFR (USD) ou le SONIA (GBP).

Étant exposé aux indices IBOR, principalement en euro, en dollar US et en livre sterling, par le biais de ses instruments financiers, Dexia est impacté par cette réforme. Un grand nombre de ces instruments financiers ont déjà été modifiés pour refléter les nouveaux taux, via le remplacement du taux d'intérêt de référence ou via l'insertion de clauses de remplacement (clauses de *fall-back*), précisant les modalités de remplacement dans le cas d'une cessation d'un taux d'intérêt de référence.

Un comité de pilotage assure la veille de marché ainsi que le suivi des différents développements relatifs à cette réforme afin d'anticiper au mieux les conséquences de la transition vers les nouveaux taux de référence et de gérer le stock de contrats existants impactés par les changements d'indice. Dexia a également procédé aux analyses juridiques des contrats concernés par la réforme, aux analyses d'impacts financiers liés au remplacement des taux de référence et aux modifications nécessaires d'un point de vue opérationnel.

Au cours de l'année 2021, Dexia avait principalement concentré ses travaux sur la transition des contrats indexés sur le LIBOR GBP, le LIBOR JPY, le LIBOR CHF et l'EONIA, compte tenu de la cessation de ces indices respectivement les 1^{er} et 3 janvier 2022.

Au 31 décembre 2021, Dexia avait finalisé la quasi-totalité de la transition des contrats sur les indices cessant à cette date. Le solde concernait des contrats dont les modalités de transition vers les nouveaux taux de référence avaient été fixées en 2021 et dont la migration a eu lieu en 2022.

Au cours de l'année 2022, Dexia a poursuivi ses travaux avec l'élaboration de la stratégie de transition pour ses instruments indexés sur le LIBOR USD, compte tenu de l'échéance de la cessation de l'indice fixée à fin juin 2023. Toutefois Dexia n'a procédé à aucune modification des contrats concernés à ce jour.

Au 31 décembre 2022, en application des amendements à IFRS 9 et IAS 39 sur la réforme des taux d'intérêt de référence³, la transition des contrats de dérivés de couverture de juste valeur indexés principalement sur le LIBOR GBP a généré un impact positif sur le compte de résultat consolidé de EUR +329 millions. Ce montant est conforme à l'estimation communiquée par Dexia dans le rapport annuel 2021 et est enregistré dans les éléments de volatilité comptable. Cet impact résulte de la réévaluation, sur la base de la courbe SONIA, de la juste valeur du risque couvert à la suite de sa redéfinition. Il correspond à la reprise du stock d'inefficacité comptable LIBOR GBP/SONIA au moment de la transition. L'alignement des couvertures de juste valeur sur le nouvel indice de référence, qui est le taux sans risque, a permis de supprimer la volatilité provenant du risque de taux LIBOR GBP/SONIA, de même que l'inefficacité comptable de couverture de taux associée.

Sur la base des estimations réalisées au 31 décembre 2022 et compte tenu des conditions de marché et des hypothèses retenues pour les modalités de transition d'ici au 30 juin 2023, Dexia ne s'attend pas à ce que la transition future des instruments indexés sur le LIBOR USD génère un impact significatif sur ses comptes consolidés en 2023.

C. Évolution de la gouvernance du groupe

Le 26 janvier 2023, le conseil d'administration de Dexia a coopté Anne Blondy-Touret en qualité d'administrateur non exécutif, en remplacement de Marie-Anne Barbat-Layani, qui a démissionné du conseil d'administration le 24 octobre 2022. Sa nomination définitive sera approuvée par l'assemblée générale ordinaire de Dexia du 24 mai 2023.

Le 10 mars 2023, le conseil d'administration de Dexia a coopté Ludovic Planté en qualité d'administrateur non exécutif, en remplacement de Claire Vernet-Garnier, qui a démissionné du conseil d'administration le 15 novembre 2022. Sa nomination définitive sera approuvée par l'assemblée générale ordinaire de Dexia du 24 mai 2023.

La gouvernance de Dexia et Dexia Crédit Local étant intégrée, Anne Blondy-Touret et Ludovic Planté sont également administrateurs non-exécutifs de Dexia Crédit Local.

D. Exigences prudentielles en matière de fonds propres applicables à Dexia et à ses filiales pour 2023

Le 30 novembre 2022, l'ACPR a informé Dexia que l'exigence total de fonds propres (hors coussin de conservation de fonds propres) de 11,25 % sur une base consolidée était maintenue en 2023. Ce niveau comprend une exigence minimale de fonds propres de 8 % (*Pillar 1*) et un niveau de capital supplémentaire de 3,25 % (*P2R - Pillar 2 requirement*) devant être couvert au moins à hauteur de 56 % par des fonds propres « Common Equity Tier 1 » et de 75 % par des fonds propres « *Tier 1* ».

Le groupe Dexia est également tenu de détenir un coussin de conservation des fonds propres (*capital conservation buffer*) de 2,5 %, entièrement composé de fonds propres « Common Equity Tier 1 ». En incluant l'impact du coussin de conservation des fonds propres, l'exigence globale en capital de Dexia s'élève à 13,75 % pour 2023.

Par ailleurs, le Haut Conseil de stabilité financière a décidé de relever le niveau de coussin contracyclique à 0,5 % à partir du 7 avril 2023 et à 1 % à partir du 2 janvier 2024. La *Bank of England* requiert, quant à elle, un niveau de coussin contracyclique de 1 % pour les deux premiers trimestres de 2023 et de 2 % pour les deux derniers trimestres de 2023. En conséquence, l'exigence qui s'impose à Dexia au titre de ce coussin

³ Phase 2 à partir du 1^{er} janvier 2022.

contracyclique est estimée à 0,6 % jusqu'au 7 avril 2023, à 0,7 % entre le 7 avril et le 30 juin 2023 et à 1,25 % pour les deux derniers trimestres de l'année 2023.

Enfin, l'ACPR recommande de maintenir un niveau de fonds propres supplémentaires (P2G – *Pillar 2 guidance*) de 1 %, qui s'ajoute à l'exigence globale de fonds propres et doit être intégralement composé de fonds propres « Common Equity Tier 1 ».

En incluant l'impact du coussin contracyclique et le P2G, l'exigence globale en capital de Dexia s'élèvera à 16 % à partir du 1^{er} juillet 2023.

Le 22 décembre 2022, l'ACPR a également confirmé à Dexia le maintien en 2023 d'une tolérance qui lui permet de déduire de son capital réglementaire « *Common Equity Tier 1* » l'impact économique qu'engendre la remédiation à un manquement au respect du ratio des grands risques pour l'une de ses expositions.

2. Résultats annuels 2022

- *Éléments récurrents (EUR -260 millions) marqués par les taxes et contributions réglementaires (EUR -65 millions)*
- *Éléments de volatilité comptable (EUR +312 millions) portés par la contribution positive de la réforme des indices de référence (IBOR)*
- *Éléments non récurrents (EUR -46 millions) principalement liés à la stratégie de réduction du bilan et de transformation du groupe et bénéficiant d'un gain sur la restructuration de dérivés*

A – Présentation des états financiers consolidés de Dexia au 31 décembre 2022

Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés de Dexia au 31 décembre 2022 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation conformément à IAS 1 § 25 et 26. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe Dexia, développées en annexe 1 de ce communiqué de presse.

B – Résultats consolidés annuels du groupe Dexia

Afin de faciliter la lecture de ses résultats et d'en mesurer la dynamique au cours de l'année, Dexia ventile son résultat selon trois segments analytiques distincts.

Le résultat net part du groupe de EUR +5 millions au 31 décembre 2022 se compose des éléments suivants :

- EUR -260 millions sont attribuables aux éléments récurrents ;
- EUR +312 millions sont liés à des éléments de volatilité comptable ;
- EUR -46 millions ont été générés par des éléments non-récurrents.

Présentation analytique des résultats 2022 du groupe Dexia

en millions d'EUR	Éléments récurrents	Éléments de volatilité comptable	Éléments non récurrents	Total
Produit net bancaire	37	312	-12	336
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-275	0	-34	-309
Résultat brut d'exploitation	-239	312	-46	27
Coût du risque de crédit	-3	0	0	-3
Résultat net avant impôts	-242	312	-46	24
Impôts sur les bénéfices	-19	0	0	-19
Résultat net	-260	312	-46	5
Intérêts minoritaires	0	0	0	0
Résultat net, part du groupe	-260	312	-46	5

Éléments récurrents

Éléments récurrents		
en millions d'EUR	2021	2022
Produit net bancaire	27	37
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-279	-275
dont Charges et dotations hors taxes opérationnelles	-225	-211
dont Taxes opérationnelles	-54	-65
Résultat brut d'exploitation	-252	-239
Coût du risque de crédit	117	-3
Résultat net avant impôts	-136	-242
Impôts sur les bénéfices	2	-19
Résultat net	-133	-260
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net, part du groupe	-133	-260

Le résultat net part du groupe dégagé par les éléments récurrents est de EUR -260 millions au 31 décembre 2022, contre EUR -133 millions fin décembre 2021.

Le produit net bancaire reflète essentiellement la marge nette d'intérêt, qui correspond au coût de portage des actifs ainsi qu'au résultat de transformation du groupe. La marge nette d'intérêt s'inscrit en hausse de EUR 10 millions par rapport au 31 décembre 2021, pour s'établir à EUR +47 millions au 31 décembre 2022, du fait notamment de la diminution du cash collatéral, induite par la hausse des taux d'intérêt, favorable au résultat de transformation.

À EUR -275 millions, les coûts s'inscrivent en légère baisse de EUR 4 millions par rapport 31 décembre 2021. Les efforts de maîtrise des charges générales d'exploitation (EUR -14 millions) sont néanmoins partiellement effacés par une augmentation des taxes et contributions réglementaires (EUR +11 millions). En effet, la

contribution au Fonds de résolution unique s'inscrit en hausse, à la suite de la révision, par le Conseil de résolution unique, de ses hypothèses concernant le volume des dépôts européens.

La principale variation du résultat récurrent par rapport au 31 décembre 2021, réside dans le coût du risque. Au 31 décembre 2022, il s'élève à EUR -3 millions, comparé à un montant de EUR +117 millions au 31 décembre 2021, à la suite de nombreuses reprises de provisions. Le coût du risque de l'année se compose principalement :

- d'une reprise de provisions collectives d'un montant net de EUR +5 millions. Cette reprise intègre une charge de EUR -28 millions liée à la mise à jour du scénario macroéconomique utilisé pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9 et intégrant, dans une approche prudente, les conséquences potentielles du conflit en Ukraine et de la hausse des prix de l'énergie. Elle comprend également une charge de EUR -17 millions consécutive à la revue des secteurs sensibles, en particulier le passage en phase 2 des expositions au secteur hospitalier britannique, à la suite de la remontée des taux d'emprunts du souverain et de l'inflation post-Brexit, qui pourraient mettre sous pression les équilibres financiers du gouvernement britannique et du système de santé. Ces montants négatifs sont largement compensés par l'effet induit par la hausse des taux (EUR +20 millions) et l'évolution du portefeuille (changements de notation, cessions, amortissement naturel) (EUR +32 millions).
- d'une augmentation des provisions spécifiques d'un montant net de EUR -8 millions, principalement liée à la hausse du taux de provisionnement de l'exposition sur le souverain tunisien, de 51 % à 56 %.

La charge d'impôts s'élève à EUR -19 millions.

Éléments de volatilité comptable

Portés par la contribution positive de la réforme des indices de référence (IBOR), les éléments de volatilité comptable sont fortement positifs à EUR +312 millions à fin décembre 2022 contre EUR +3 millions au 31 décembre 2021. Les principales composantes du résultat de l'année sont :

- un produit de EUR +329 millions lié à la transition de contrats de dérivés de couverture de juste valeur indexés sur le LIBOR GBP dans le cadre de la réforme des indices de référence (cf. section Événements et transactions significatifs de ce communiqué de presse) ;
- un impact défavorable (EUR -107 millions) sur les inefficacités de couverture de juste valeur, principalement lié au resserrement des marges de crédit sur les *Currency Basis Swaps* et à la hausse des taux d'intérêt ;
- un impact positif (EUR +58 millions) de la *Funding Value Adjustment (FVA)*, de la *Credit Value Adjustment (CVA)* et de la *Debit Valuation Adjustment (DVA)* ;
- une variation positive de la valeur des actifs classés en juste valeur par résultat (EUR +24 millions).

Éléments non récurrents

Éléments non-récurrents		
en millions d'EUR	2021	2022
Produit net bancaire	-156	-12
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-18	-34
dont Charges et dotations hors taxes opérationnelles	-17	-34
dont Taxes opérationnelles	-1	0
Résultat brut d'exploitation	-174	-46
Coût du risque de crédit	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0
Résultat net avant impôts	-174	-46
Impôts sur les bénéfices	-54	0
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	25	0
Résultat net	-203	-46
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net, part du groupe	-203	-46

Les éléments non récurrents s'élèvent à EUR -46 millions au 31 décembre 2022 contre EUR -203 millions au 31 décembre 2021 et comprennent notamment :

- les pertes liées à des cessions d'actifs , pour un montant de EUR -46 millions, comparé à EUR -130 millions au 31 décembre 2021 ;
- un impact net positif des provisions pour litiges de EUR +8 millions ;
- un impact de EUR -34 millions, principalement lié à des coûts de restructuration et de transformation, dans le contexte de résolution du groupe.
- un impact net positif de EUR +26 millions, notamment lié à la restructuration de dérivés ainsi qu'à l'optimisation du financement des entités de crédit-bail du groupe.

3. Évolution du bilan, de la solvabilité et de la situation de liquidité du groupe

A - Bilan et solvabilité

- Baisse du bilan de 35 % par rapport à fin 2021, à EUR 64,3 milliards au 31 décembre 2022, portée par la hausse des taux d'intérêt
- Ratio « Total Capital » robuste à 41 %⁴ au 31 décembre 2022, contre 31,6 % au 31 décembre 2021

a - Évolution annuelle du bilan

Au 31 décembre 2022, le total de bilan consolidé du groupe s'élève à EUR 64,3 milliards, contre EUR 98,7 milliards au 31 décembre 2021, soit une baisse de EUR 34,4 milliards, principalement portée par la hausse des taux d'intérêt.

Le portefeuille d'actifs s'établit désormais à EUR 32,9 milliards et est composé de EUR 18,9 milliards d'obligations et de EUR 14 milliards de prêts, principalement libellés en euros. Il comprend des expositions

⁴ Intègre le résultat net positif de l'exercice.

sur le souverain italien et le secteur public européen (France, Italie, Espagne, Portugal) ainsi que des portefeuilles résiduels d'actifs britanniques, américains et japonais.

À l'actif, la diminution du bilan s'explique, à taux de change constant, par la très forte baisse des éléments de juste valeur (EUR -14,7 milliards) et du cash collatéral posté (EUR -12,1 milliards) et, dans une moindre mesure, par la réduction du portefeuille d'actifs (EUR -2,4 milliards).

Au passif, l'évolution du bilan se traduit principalement, à taux de change constant, par la baisse des éléments de juste valeur et du cash collatéral reçu (EUR -17,3 milliards) et par la réduction du stock des financements de marché (EUR -16,5 milliards).

Sur l'année, l'impact des variations de change sur l'évolution du bilan s'élève à EUR -0,7 milliard.

b - Solvabilité

Au 31 décembre 2022, les fonds propres « Total Capital » du groupe Dexia s'élèvent à EUR 6,7 milliards, contre EUR 6,5 milliards au 31 décembre 2021.

Différents éléments sont déduits des fonds propres réglementaires, dont, en ligne avec les exigences de la Banque centrale européenne (BCE) :

- le montant théorique de perte correspondant à la remédiation au non-respect du ratio des grands risques, qui s'élevait à EUR -51 millions au 31 décembre 2021, a été réduit à zéro au 31 décembre 2022, sous l'effet des actions entreprises par Dexia pour réduire son risque de concentration⁵.
- le montant des engagements irrévocables de paiement (IPC) au fonds de résolution unique et autres fonds de garantie, qui s'élève à EUR -79 millions.

Par ailleurs, à la suite de l'inspection sur site (*on site inspection*) relative au risque de crédit qu'elle a menée en 2018, la BCE a émis un certain nombre de recommandations. En conséquence, Dexia a déduit de ses fonds propres prudentiels un montant de EUR -32 millions au titre de complément pour provisions spécifiques.

Les corrections de valeur supplémentaires prises en compte dans les fonds propres réglementaires dans le cadre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment – PVA*) s'élèvent à EUR -7 millions au 31 décembre 2022, contre EUR -173 millions au 31 décembre 2021, résultant de l'utilisation, depuis le 1^{er} trimestre 2022, de la méthode simplifiée pour ce calcul⁶.

Le montant enregistré au titre de la *Debit Valuation Adjustment* (DVA) s'élève à EUR -23 millions, comparé à EUR -37 millions au 31 décembre 2021.

Enfin, l'impact de l'atténuation à 25 % de l'effet de l'augmentation du niveau des provisions pour pertes de crédit attendues en raison de l'application de la norme IFRS 9 (*phase-in* statique) s'élève à +44 millions au 31 décembre 2022, comparé à EUR +88 millions fin 2021.

Au 31 décembre 2022, les actifs pondérés des risques s'élèvent à EUR 16,4 milliards contre EUR 20,6 milliards fin décembre 2021, dont EUR 13,4 milliards au titre du risque de crédit, EUR 971 millions au titre du risque de marché et EUR 2 milliards au titre du risque opérationnel. La baisse de EUR 5,2 milliards au titre du risque de crédit, due à l'évolution favorable des éléments de juste valeur et, dans une moindre mesure, à la réduction du portefeuille d'actifs est partiellement compensée par une forte hausse des actifs pondérés du risque opérationnel, à EUR 2 milliards, à la suite d'un incident opérationnel constaté au 2^e semestre 2022, dont les conséquences sont entièrement maîtrisées.

⁵ Cf. communiqués de presse Dexia des 5 février et 26 juillet 2018, disponibles sur www.dexia.com.

⁶ Grâce à la bonne mise en œuvre des efforts de simplification engagés, notamment sur son portefeuille de dérivés, Dexia a atteint le seuil lui permettant d'utiliser l'approche simplifiée dans le cadre de l'évaluation prudente.

Compte tenu de ces éléments, le ratio « Total Capital » de Dexia s'élève à 41 %⁷ au 31 décembre 2022 contre 31,6 % à la fin 2021, un niveau largement supérieur au minimum requis pour l'année 2022 dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels.

Au 31 décembre 2022, le ratio « Total Capital » de Dexia Crédit Local s'établit également au-dessus des exigences minimales à 35,7 %⁷ comparé à 27,6 % au 31 décembre 2021.

B – Évolution de la situation de liquidité du groupe Dexia

- Baisse du cash collateral net de EUR 10,7 milliards sur l'année, à EUR 8,3 milliards au 31 décembre 2022 entraînant une forte réduction du besoin de financement
- Compte tenu de ces éléments, activité d'émission à long terme limitée sur l'année
- Niveau de LCR élevé, en ligne avec la stratégie validée en 2017
- Réserve de liquidité de EUR 10,8 milliards fin décembre 2022, calibrée en fonction de la fin de l'accès aux facilités de la Banque centrale européenne depuis le 1^{er} janvier 2022

La remontée des taux d'intérêt, amorcée en 2021, s'est poursuivie en 2022 avec des conséquences positives pour Dexia. En effet, le cash collateral net posté par le groupe à ses contreparties de dérivés affiche une forte baisse de EUR 10,7 milliards sur l'année et s'établit EUR 8,3 milliards au 31 décembre 2022. Combinée à la réduction des portefeuilles, ceci se traduit par une baisse significative de EUR 16,8 milliards du besoin de financement du groupe sur l'année, à EUR 44,8 milliards au 31 décembre 2022. Compte tenu de cette évolution favorable, l'activité d'émission à long terme du groupe s'est limitée à une transaction publique lancée avec succès en janvier 2022 pour un montant total de GBP 750 millions.

En termes de mix de financement, les financements sécurisés s'élèvent à EUR 5,5 milliards au 31 décembre 2022 et les financements garantis par les États représentent 84 % de l'encours des financements, soit EUR 37,6 milliards. La réserve de liquidité du groupe s'élève à EUR 10,8 milliards, dont EUR 3,6 milliards sous forme de cash. Le groupe n'a plus accès au refinancement de la Banque centrale européenne depuis le 1^{er} janvier 2022, ce qui a mécaniquement réduit la part des réserves mobilisables en cas de stress. Les titres éligibles ont, en partie, permis de lever des financements sécurisés et, en partie, été déposés sur les plateformes EUREX et RepoClear afin de reconstituer des réserves de liquidité. Par ailleurs, au 2^e semestre 2022, Dexia Crédit Local a transformé une partie de sa réserve de cash en titres mobilisables via une activité de *reverse repos*, dans une optique d'optimisation des coûts liée à la hausse des taux.

Au 31 décembre 2022, le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) du groupe s'élève à 177 % contre 176 % au 31 décembre 2021. Le ratio LCR est également respecté au niveau des filiales, chacune dépassant le minimum requis de 100 %. Le *Net Stable Funding Ratio* (NSFR) du groupe s'élève quant à lui à 163 %, stable par rapport au 31 décembre 2021.

Dexia continue de suivre attentivement l'évolution de la situation géopolitique en Europe de l'Est et ses répercussions sur les marchés financiers. À ce stade, Dexia n'a pas constaté de détérioration sur le marché de la dette garantie à court terme ni sur celui des financements sécurisés. Par ailleurs, le groupe dispose d'une réserve de liquidité calibrée pour lui permettre de faire face à des conditions de marché stressées.

⁷ Intègre le résultat net positif de l'exercice.

Annexes

Annexe 1 – Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés de Dexia au 31 décembre 2022 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (*going concern*) conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe ayant fait l'objet d'une décision par la Commission européenne en décembre 2012 et réévaluées sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Les principales hypothèses retenues par le management pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2022 et les zones d'incertitudes sont résumées ci-dessous :

- La poursuite de la résolution suppose que Dexia conserve une bonne capacité de financement qui repose notamment sur le maintien de la notation de Dexia Crédit Local à un niveau équivalent ou supérieur au rang *Investment Grade*, l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge et français ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés. Depuis le 1^{er} janvier 2022, les émissions de Dexia Crédit Local bénéficient de la garantie 2022, qui prolonge la garantie 2013, arrivée à échéance au 31 décembre 2021.
- Bien que gérant ses risques de façon très proactive, le groupe Dexia demeure très sensible à l'évolution de l'environnement macroéconomique et aux paramètres de marché tels que les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe. Elle pourrait aussi avoir un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers ou des dérivés OTC, dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat ou par les fonds propres et sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe.
- Le groupe est par ailleurs exposé à certains risques opérationnels, propres à l'environnement de résolution dans lequel il opère.
- Enfin, des incertitudes résiduelles liées, par exemple, à de nouvelles évolutions des règles comptables et prudentielles sur la durée de la résolution du groupe pourraient provoquer une modification significative de la trajectoire de résolution initialement anticipée.

Lors de son appréciation de la pertinence de la continuité d'exploitation, la direction a examiné chacune de ces hypothèses et zones d'incertitudes.

- Depuis l'entrée du groupe en résolution ordonnée, Dexia a continuellement réduit son besoin de financement et diversifié ses sources de financement, dans une optique de gestion prudente de sa liquidité. La hausse des taux d'intérêt, amorcée en 2021 et qui s'est poursuivie en 2022, a entraîné une forte réduction du cash collatéral net posté par le groupe. Combinée à la réduction des portefeuilles, cette diminution se traduit par une baisse significative de EUR 16,8 milliards du besoin de financement du groupe sur l'année, à EUR 44,8 milliards au 31 décembre 2022. Compte tenu de cette évolution favorable et du maintien par le groupe d'une réserve de liquidité jugée adéquate avec la restriction de l'accès au financement de la Banque centrale européenne (BCE) effective depuis le 1^{er} janvier 2022, l'activité d'émission à long terme s'est limitée à une transaction publique lancée avec succès en janvier 2022 pour un montant total de GBP 750 millions. Au 31 décembre 2022, la réserve de liquidité s'élève à EUR 10,8 milliards, dont EUR 3,6 milliards sous forme de cash.
- Dans le cadre de la préparation des états financiers au 31 décembre 2022, Dexia a revu les scénarios macroéconomiques utilisés pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9 et a retenu un scénario macroéconomique de base, élaboré sur la base des projections les plus récentes de la Banque centrale européenne (BCE), publiées en décembre 2022, complété par les scénarios publiés par les banques centrales nationales lorsque disponibles. Le scénario central de la BCE prévoit une récession de courte durée et peu profonde au début de l'année 2023. Le marché du travail

devrait rester relativement résistant à cette légère récession. Dexia a toutefois jugé ce scénario trop favorable, compte tenu des pressions géopolitiques et monétaires persistantes et des perturbations des chaînes d'approvisionnement, incluant les réductions de l'approvisionnement en énergie. Aussi, Dexia a également considéré le scénario macroéconomique baissier de la BCE, qui prévoit une coupure complète du gaz russe, des prix des matières premières plus élevés, une incertitude élevée, un commerce plus faible et une détérioration des conditions de financement. Dans une approche prudente, le management de Dexia a donc décidé de considérer comme scénario macroéconomique de base une combinaison à parts égales du scénario central et du scénario baissier de la BCE.

- La direction a également tenu compte des contraintes et incertitudes liées à son modèle opérationnel ainsi que des risques liés à la continuité d'exploitation, inhérents au caractère spécifique d'entité en résolution de Dexia.

En conséquence, après avoir tenu compte de l'ensemble de ces éléments et incertitudes, la direction de Dexia confirme qu'au 31 décembre 2022, ils ne remettent pas en cause les fondamentaux de la résolution ordonnée du groupe ni l'appréciation du caractère adéquat de l'application de la convention de continuité d'exploitation. Par conséquent, les états financiers consolidés peuvent être préparés selon les règles applicables à la continuité d'exploitation conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26.

Annexe 2 - Compte de résultat consolidé (données non auditées)

Compte de résultat consolidé - format ANC		
en millions d'EUR	2021	2022
Produit net bancaire	-126	336
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-298	-309
Résultat brut d'exploitation	-424	27
Coût du risque de crédit	117	-3
Résultat net avant impôts	-307	24
Impôts sur les bénéfices	-52	-19
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	25	0
Résultat net	-334	5
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net, part du groupe	-334	5

Annexe 3 – Bilan simplifié (données non auditées)

Principaux agrégats de bilan - format ANC		
en millions d'EUR	31-12-2021	31-12-2022
Total de l'actif	98 650	64 288
<i>Dont</i>		
Caisse et banques centrales	9 753	2 024
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	9 280	3 497
Instruments dérivés de couverture	662	1 759
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 902	1 581
Titres au coût amorti	34 767	26 961
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	17 308	6 887
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	24 506	21 370
Total des dettes	92 083	57 580
<i>Dont</i>		
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	10 116	4 126
Instruments dérivés de couverture	16 714	8 352
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 451	2 960
Dettes envers la clientèle	8 819	4 765
Dettes représentées par un titre	49 406	36 690
Capitaux propres	6 567	6 708
<i>Dont</i>		
Capitaux propres part du groupe	6 511	6 652

Annexe 4 – Adéquation du capital (données non auditées)

en millions d'EUR	31-12-2021	31-12-2022
Common Equity Tier 1	6 410	6 605
Total Capital	6 506	6 701
Actifs pondérés des risques	20 580	16 338
Ratio Common Equity Tier 1	31,1 %	40,4 % ⁸
Ratio Total Capital	31,6 %	41,0 % ⁸

⁸ Intègre le résultat net positif de l'exercice.

9

Annexe 5 – Exposition au risque de crédit (données non auditées) exprimée en EAD

Répartition par zone géographique		
en millions d'EUR	31-12-2021	31-12-2022
Italie	16 335	13 406
Royaume-Uni	18 116	11 114
France	19 594	9 553
Etats-Unis et Canada	4 075	3 486
Espagne	3 890	3 006
Portugal	3 381	2 378
Belgique	2 279	2 287
Japon	2 873	2 157
Australie	1 169	1 016
Allemagne	743	766
Europe centrale et de l'Est	643	423
Autres pays	718	889
Total	73 816	50 484

Répartition par type de contrepartie		
en millions d'EUR	31-12-2021	31-12-2022
Secteur public local	28 128	20 696
Souverains	26 458	15 656
Etablissements financiers	4 491	4 277
Financements de projets	5 921	4 207
Entreprises	5 827	3 043
Rehausseurs de crédit	1 254	1 142
ABS/MBS	1 182	1 052
Autres	555	410
Total	73 816	50 484

Répartition par notation (système de notation interne)		
	31-12-2021	31-12-2022
AAA	21,2 %	14,4 %
AA	4,9 %	6,1 %
A	19,7 %	21,5 %
BBB	45,6 %	48,5 %
Non Investment Grade	7,2 %	8,6 %
D	0,6 %	0,6 %
Pas de notation	0,6 %	0,5 %
Total	100 %	100 %

Annexe 6 – Exposition sectorielle du groupe (EAD sur contreparties finales – données non auditées)

Exposition sectorielle du groupe sur certains pays							
en millions d'EUR	Total	dont secteur public local	dont financement de projets et entreprises	dont établissements financiers	dont ABS/ MBS	dont souverains	dont rehausseurs de crédit
Italie	13 406	6 006	33	98	0	7 252	0
Royaume-Uni	11 114	5 186	3 593	499	1 036	0	800
France	9 553	3 297	1 097	1 241	0	3 387	297
États-Unis et Canada	3 486	1 222	1 154	692	0	372	45
Espagne	3 006	2 253	447	39	16	252	0
Portugal	2 378	488	28	0	0	1 862	0
Belgique	2 287	0	12	199	0	2 072	0
Japon	2 157	1 966	0	191	0	0	0

Exposition sectorielle du groupe par notation								
en millions d'EUR	Total	AAA	AA	A	BBB	NIG°	D	Pas de notation
Secteur public local	20 696	1 222	1 877	5 161	8 697	3 627	109	2
Souverains	15 656	5 835	0	663	9 118	0	41	0
Établissements financiers	4 277	0	154	3 469	637	2	0	16
Financements de projets	4 207	0	0	349	3 035	670	153	0
Entreprises	3 043	0	0	56	2 958	16	0	13
Rehausseurs de crédit	1 142	0	0	1 142	0	0	0	0
ABS/MBS	1 052	0	1 024	0	0	28	0	0
Autres	410	199	0	0	13	0	0	198
Total	50 484	7 256	3 055	10 839	24 458	4 343	303	229

* Non-investment grade.

Annexe 7 – Qualité des actifs (données non auditées)

Qualité des actifs			
en millions d'EUR		31-12-2021	31-12-2022
Actifs dépréciés ⁽¹⁾		577	503
Provisions spécifiques ⁽²⁾		164	167
	<i>dont phase 3</i>	157	160
	<i>POCI</i>	6	7
Ratio de couverture ⁽³⁾		28,5 %	33,2 %
Provisions collectives		164	136
	<i>dont phase 1</i>	9	14
	<i>phase 2</i>	155	122

(1) Encours calculés sur le périmètre provisionable IFRS 9 (juste valeur par capitaux propres + coût amorti + hors bilan).

(2) Provisions en cohérence avec la partie du portefeuille prise en compte dans le calcul de des encours.

(3) Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés.

Annexe 8 – Notations

Notations au 31 décembre 2022			
	Long terme	Perspective	Court terme
Dexia Crédit Local			
Fitch	BBB+	Stable	F1
Moody's	Baa3	Stable	P-3
Moody's - Counterparty Risk (CR) Assessment	Baa3(cr)		P-3(cr)
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2
Dexia Crédit Local (dette garantie)			
Fitch	AA-	-	F1+
Moody's	Aa3	Stable	P-1
Standard & Poor's	AA	-	A-1+

Contacts presse et investisseurs – Bruxelles : +32 2 213 57 39 – Paris ; +33 1 58 58 58 49